

«ACAB Magnanville partout» : le procureur de la République saisi après un tag anti-police à Paris

Ce message a été écrit dans le 11^e arrondissement de la capitale lors de la manifestation du 1^{er} mai.

Par **Guillaume Poingt**

Publié il y a 58 minutes



Le tag «ACAB Magnanville partout» inscrit sur la devanture d'un magasin, samedi 1^{er} mai, à Paris. *Capture d'écran Twitter.*

«ACAB Magnanville partout». Après la découverte de cette inscription en lettres majuscules noires sur la devanture d'un magasin, taguée durant la manifestation parisienne du 1^{er} mai, la préfecture de police de Paris réagit.

«Le préfet de Police a saisi le procureur de la République au titre de l'article 40 du code de Procédure Pénale suite à la découverte d'un tag injurieux et appelant à la commission de crimes contre les policiers», indique la préfecture de police ce lundi 3 mai sur Twitter. Concrètement, il s'agit d'un signalement des faits et le procureur de la République appréciera la suite à donner.

Pour rappel, «ACAB» est l'acronyme de l'expression «*All Cops Are Bastards*». Ce qui signifie en français : «*Tous les flics sont des bâtards*». Ce slogan est devenu un mot d'ordre d'extrême gauche souvent utilisé lors de mouvements sociaux. L'expression «*Magnanville partout*» fait quant à elle référence à l'assassinat de deux policiers le 13 juin 2016, à Magnanville (Yvelines). Ce soir-là, Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider avaient été tués à l'arme blanche par un islamiste, à leur domicile, sous les yeux de leur petit garçon de 3 ans.

«À vomir»

Sur les réseaux sociaux, le tag a suscité l'indignation de nombreux policiers. «*À vomir*», s'est ému l'un d'eux en postant la photo en question. «*Donc les antifas se rangent du côté du terrorisme islamiste faisant l'apologie d'un assassinat terroriste de deux fonctionnaires de police à leur domicile... D'accord*», s'est également indigné Perrine Sallé, porte-parole de l'association Femmes de forces de l'ordre en colère (FFOC).

Ce tag intervient dans un contexte particulier, à peine une semaine après l'assassinat de Stéphanie Monfermé. Cette fonctionnaire de police de 49 ans, mère de deux filles, a été égorgée par un terroriste islamiste au sein du commissariat de police de Rambouillet.